



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



NOUVELLES D'ESPAGNE

Développement Durable et Industrie

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE MADRID

ETE 2021 –

En bref

Le secteur du tourisme continue d'avoir un niveau d'activité très inférieur à celui d'avant la pandémie. En 2021, **40 millions de touristes étrangers** sont attendus contre 84 millions en 2019. Alors qu'en 2019¹, le tourisme représentait 12,4% du PIB, il ne pesait que 4,3% de la richesse nationale en 2020.

Zoom sur

Raquel Sanchez, la nouvelle ministre des transports, de la mobilité et de l'agenda urbain, qui devra piloter la **transformation accélérée du secteur, confronté à des changements de paradigme profonds tels que la transition écologique et une concurrence accrue entre opérateurs ferroviaires et aériens**. Les conditions de la reprise touristique, l'intégration d'AirEuropa par Iberia, l'ouverture du marché ferroviaire, la transition urbaine et surtout la gestion des fonds de relance européens en tant que leviers de financement d'infrastructures, figureront parmi ses dossiers prioritaires.



Née en 1975 à Gavà (Barcelone), diplômée en droit de l'université de Barcelone et d'un master en droit du travail et de la sécurité sociale de l'université catalane de Pompeu Fabra, elle est une des **figures montantes du Parti Socialiste Catalan (PSC)**.

Militante du PSC depuis 18 ans, elle est conseillère municipale de Gavà depuis 2007, date à partir de laquelle elle a occupé différents postes locaux cumulant de plus en plus de responsabilités jusqu'à devenir maire de la ville de Gavà en 2014 et membre du conseil national du PSC depuis novembre 2016.

L'attention portée aux problématiques municipales et la sensibilité environnementale sont deux des atouts de la nouvelle ministre qui, depuis 2016, porte ses sujets au sein de l'exécutif du PSC.

LE CHIFFRE À RETENIR

-50 %

Chute prévue du nombre de touristes étrangers en Espagne en 2021 vs 2019

¹ 2019 a été une année record pour le tourisme espagnol (83,7 millions de visiteurs étrangers et 92 Md€ de dépenses qui ont assuré à l'Espagne la 2ème place mondiale comme destination touristique après la France).



Energie

L'Espagne adopte sa loi de changement climatique et de transition énergétique (LCCTE)

Ce texte, [publié au bulletin officiel du 21 mai](#), vient confirmer les engagements pris par le pays en faveur de la lutte contre le changement climatique, incarnés par la 3^{ème} Vice-présidente et ministre pour la transition écologique et le défi démographique, Teresa Ribera. Il convient de souligner que **trois des quatre objectifs poursuivis par la loi ont été rehaussés** par les députés : la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 de 23% par rapport à 1990 (contre 20% dans la première version) ; d'ici 2030 une pénétration des énergies d'origine renouvelable dans la consommation finale d'au moins 42% (objectif non modifié) ; mettre en place, d'ici 2030, un réseau électrique avec au moins 74% de production d'énergie d'origine renouvelable (contre 70% dans le texte initial) ; améliorer l'efficacité énergétique en réduisant la consommation d'énergie non plus d'au moins 35% par rapport à la ligne de base, conformément à la législation communautaire mais de 39,5%. Parmi les mesures les plus significatives, signalons **le soutien à l'installation de nouvelles capacités électriques EnR** et d'autres énergies telles que le biogaz, le biométhane et l'hydrogène. En matière de décarbonation du secteur transport, principal secteur émetteur de CO₂ (30%²), la LCCTE prévoit l'instauration, à l'horizon 2023, **de zones à basses émissions dans les villes de plus de 50 000 habitants** et **l'adoption de mesures afin qu'à l'horizon 2040, les véhicules neufs mis en vente émettent 0gCO₂/km**. En matière de **protection du littoral et de la biodiversité** : le texte prévoit un durcissement de la loi sur le

² Emissions de CO₂ par secteurs : Transports (29%), Industrie (20,6%), génération électrique (13,5%), agriculture (12,5%), émissions UTCATF (utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie 11,6%), secteur résidentiel (9,5%), déchets (4,3%), émissions des raffineries (3,5%).

littoral actuellement en vigueur et l'adoption d'une stratégie pour la conservation de la biodiversité et la restauration des espèces en danger. **Un Plan ambitieux de rénovation énergétique des bâtiments** : le Parlement demande au Gouvernement de présenter dans un délai maximum de six mois un plan de réhabilitation des logements et de rénovation urbaine, pour lequel l'Exécutif vient d'annoncer une enveloppe de 7Mds€³. **Intégration du risque climatique dans les systèmes financier et énergétique** : La Banque d'Espagne, la Commission Nationale des Marchés et Valeurs et la Direction générale des assurances et des fonds de pension, sont chargées de préparer conjointement, tous les deux ans, un rapport sur l'alignement du système financier espagnol avec les objectifs de l'Accord de Paris et des règlements européens. Un rapport similaire est demandé aux gestionnaires des réseaux électriques et gaziers pour évaluer les risques et opportunités associés à un système énergétique décarboné sur leurs activités, stratégie et planification respectives. En particulier, ces opérateurs devront informer le ministère de la transition écologique sur la nature et la durabilité de leurs activités, conformément au règlement « taxonomie » 2020/852 qui fournit les outils pour distinguer les investissements "verts" des autres investissements ; Enfin, la LCCTE **crée un comité d'experts indépendant chargé de donner son avis sur les politiques énergétiques du gouvernement** et qui devra présenter un rapport annuel au Congrès des députés.

Feu vert du gouvernement espagnol à l'OPA d'un fonds australien sur Naturgy, le principal groupe gazier espagnol

Le Conseil des Ministres du 3 août a approuvé l'OPA du fonds IFM (regroupant 27 fonds de pensions australiens, gérant 90 Mds€ d'actifs) sur

³ [La Moncloa. 13/04/2021. Pedro Sánchez: "El Plan de Recuperación es el plan económico más ambicioso de la historia reciente de España" \[Presidente/Destacados\]](#)

22,6% du capital du groupe NATURGY (1er distributeur de gaz en Espagne avec 5,4 millions de clients et troisième distributeur d'électricité). L'opération est estimée à 5 Mds€. Sur la base du décret adopté en mars 2020, permettant de bloquer le rachat de plus de 10% de toute société espagnole considérée comme « stratégique » au titre du contrôle des investissements étrangers, le gouvernement espagnol a imposé des conditions résolutoires au fonds australien dont **le maintien du siège social et des effectifs actuels en Espagne, ainsi qu'un soutien du fonds aux projets liés à la transition énergétique**. A travers cette opération, IFM affirme vouloir poursuivre son objectif de « **zéro émission nette à l'horizon 2050 dans toutes ses catégories d'actifs** ».

Environnement

Une stratégie espagnole à 2050 pour bâtir un pays neutre en carbone et résilient au changement climatique

Le 23 mai dernier, le président du gouvernement espagnol a présenté le **travail élaboré par une centaine de chercheurs et hauts fonctionnaires appelés à identifier les principaux défis auxquels ce pays sera confronté à l'horizon 2050**. Parmi ces derniers, l'objectif d'atteindre la neutralité carbone tout en luttant contre les effets de plus en plus présents du changement climatique. La [Stratégie 2050](#) part du constat que la profonde transformation économique de la société espagnole s'est traduite par une recrudescence de ses émissions de gaz à effet de serre (une augmentation supérieure à la moyenne européenne de +50% entre 1990 et 2007). **Afin d'encourager la rénovation des bâtiments et de réduire ces émissions**, la stratégie de long terme prévoit l'adoption d'une fiscalité attractive pour la construction des bâtiments à énergie zéro (l'Espagne devrait compter, d'ici 2050, 20% de nouveaux bâtiments). **En matière de mobilité, la**

stratégie de long terme prévoit à l'horizon 2030 une part du parc automobile non émetteur de CO2 s'élevant à 28%, qui pourrait atteindre 79% en 2050, grâce notamment au développement des infrastructures de recharge (objectif de 340 000 bornes à l'horizon 2030). **En matière agricole** cette stratégie prévoit, à l'horizon 2050, grâce à des politiques encourageant notamment une meilleure gestion des cultures et de conservation des sols, une réduction significative des émissions de ce secteur qui est actuellement responsable de 81% des émissions des secteurs diffus (réduction de 22%, soit l'équivalent de 16MtCO2eq).

Adoption d'un projet de loi sur les déchets et les sols contaminés visant à réformer le Paquet sur l'économie circulaire et la directive sur les plastiques à usage unique.

Le [texte adopté en Conseil des Ministres](#) vise à réformer la loi de 2011 actuellement en vigueur en la dotant pour la première fois de son histoire d'une réglementation limitant l'utilisation des plastiques à usage unique (parmi lesquels les gobelets à boisson, les couvercles et les bouchons). A partir du 1er janvier 2023, la distribution gratuite de ces derniers sera interdite et une taxe de 0,45€/kg sera imposée (qui devra être reflétée de manière séparée sur le ticket de caisse des consommateurs). Ces mesures visent à réduire la production des déchets à usage unique (par rapport à 2022) de 50 % d'ici 2026 et de 70 % d'ici 2030. Parmi les objectifs poursuivis par le projet de loi, figurent également la prévention de la génération des déchets : l'objectif étant de réduire le poids des déchets produits de 13 % en 2025 et de 15 % en 2030 par rapport à 2010. En matière de gaspillage alimentaire, le projet de loi fixe également un objectif de réduction des déchets alimentaires de 50% (pour les ménages, mais

aussi pour le secteur de la distribution au détail et le secteur de l'hôtellerie-restauration).

Développement de l'éolien offshore : les pêcheurs espagnols s'opposent aux ambitions de l'État central.

Lors de la première réunion d'un groupe de travail sur le « Plan d'aménagement des espaces marins », organisée le 11 juillet dernier par le ministère pour la Transition écologique, les représentants espagnols de la filière pêche ont exprimé leur désaccord sur le trop grand nombre de zones identifiées pour le développement de projets d'éolien off-shore.

Industrie

La pénurie de puces électroniques entrave la production de véhicules en Espagne.

La pénurie de puces et de semi-conducteurs est l'une des principales raisons pour laquelle la production de véhicules en Espagne n'arrive pas à récupérer les niveaux d'avant pandémie. Les centres de production sont contraints de retarder la production et de prendre des mesures spéciales telles que la suspension temporaire des lignes de production et le chômage technique. Ainsi, en juin 2021, **les usines espagnoles ont fabriqué 172 696 unités, soit une baisse de 18,1% par rapport à juin 2020. Par rapport aux données pré-pandémie, la baisse est de 33,8% comparativement au même mois de 2019.** Les principaux marchés européens (**85% des voitures "made in Spain" sont exportées**) s'améliorent mais restent loin des chiffres 2019. En outre, **le marché national (-25,8 %) continue d'être celui qui enregistre la plus forte baisse** (normalement, 1 véhicule sur 4 fabriqués en Espagne est vendu sur le marché national).

⁴ probablement près du centre de production de SEAT à Martorell (Catalogne).

⁵ Entreprise de télécommunications, leader sur les marchés de langues

Volkswagen : l'Espagne accueillera la 3^{ème} usine de batteries électriques du groupe, après celles en Suède et en Allemagne⁴.

La future usine de batteries bénéficiera d'un financement public dans le cadre du **Projet Européen pour la Relance et la Transformation Economiques (PERTE)**, label créé par le gouvernement espagnol, dans le cadre de son plan de relance, pour mettre en relief des projets stratégiques pour le pays. L'objectif est de générer un écosystème de fabrication de véhicules électriques afin de développer une industrie automobile innovante, dotée d'une capacité d'entraînement sur les autres secteurs. Ce PERTE bénéficiera de ressources publiques importantes, 4,25 Md€. Il pourrait générer environ 140 000 emplois supplémentaires. Volkswagen a confirmé sa volonté **d'établir en Espagne l'ensemble de la chaîne de valeur des véhicules électriques, y compris sa production ainsi que celle de leurs composants.**

Telefónica⁵ : accord avec les syndicats sur la flexibilité au travail pour surmonter la crise sanitaire.

Fin juin, Telefónica et les syndicats UGT et CCOO ont signé un accord pour prolonger leur convention collective jusqu'au 31 décembre 2022. L'accord prévoit notamment :

- **la flexibilité du travail : possibilité de 2 jours de télétravail par semaine** (actuellement, suite aux mesures pandémie, les employés sont organisés selon un système de rotation avec une présence physique d'une semaine sur deux afin de garantir une capacité maximale de 50%). Telefónica fournira à ses collaborateurs une ligne téléphonique (données illimitées), du matériel informatique et du mobilier ergonomique si nécessaire.

espagnole et portugaise et ancien opérateur historique en Espagne.

- la possibilité de réduire la journée de travail à 4 jours par semaine : un programme pilote sur trois mois sera lancé en octobre pour donner la possibilité de travailler 4 jours par semaine (32 heures) avec une réduction de rémunération de 20%. En Espagne, Telefónica compte 23 000 employés dont 10 000 au siège social à Madrid. L'opérateur n'a pas encore fixé de date concernant la réintégration totale et simultanée des effectifs.

1 Md€ pour l'Etat espagnol lors des enchères d'attribution de la bande des fréquences 700 MHz destinées au déploiement de la 5G.

Ces fréquences, considérées comme les "fréquences d'or" (grâce à leur qualité en termes de couverture du territoire et de pénétration dans les bâtiments) sont essentielles pour un internet mobile à très haut débit. En cumulé, l'ensemble des concessions attribuées atteint 1,01 Md€ (chiffre à peine supérieur à l'objectif fixé par l'Etat de 995 M€) pour une durée comprise entre 20 et 40 ans. Trois grands opérateurs ont participé aux enchères de ce mois de juillet : Orange, Vodafone et Telefonica. Orange a obtenu 2x10MHz du spectre dans la bande 700 MHz pour un total de 350 M€. Orange consolide ainsi sa position dans les deux bandes prioritaires pour le déploiement de la 5G (l'opérateur dispose également de 110 MHz dans la bande 3,5 GHz). Orange a investi un total de 523 M€ dans l'acquisition de ces fréquences. En outre, Telefonica a investi 310 M€ pour un bloc fondamental au déploiement dans les grandes villes, les infrastructures de transport et le TGV. Pour sa part, Vodafone a consacré 350 M€ de ses ressources au déploiement de services différenciés. En Espagne, le déploiement des réseaux 5G ne suscite presque aucune opposition du point de vue de l'impact

environnemental ou sanitaire contrairement à d'autres pays européens comme la France.

Transport

La nouvelle ministre des transports, de la mobilité et de l'agenda urbain définit comme priorité "les infrastructures et des logements abordables".

Maire pendant sept ans de la ville barcelonaise de Gavià, la nouvelle ministre, Raquel Sanchez, s'est exprimée pour la défense d'un logement abordable, d'un urbanisme durable et de l'économie circulaire. La ministre a souligné le rôle crucial et décisif du ministère des transports dans la préparation et l'exécution du plan de relance, de transformation et de résilience, à la faveur de l'expérience de son département dans la gestion des fonds européens et sa capacité à piloter des projets de grande envergure. Premier signal dans ce sens : la ministre a choisi de nommer à la tête du secrétariat d'État aux transports l'actuelle présidente de l'ADIF (gestionnaire espagnol de l'infrastructure ferroviaire). Parmi les défis les plus politiques à relever figurent notamment la reprise du trafic aérien, la soutenabilité des autoroutes espagnol (actuellement gratuites à 82% en termes de kilomètres de réseau), ainsi que les plans de promotion du logement et l'éventuelle limitation des prix des loyers.

Sévères critiques au gouvernement pour le projet d'expansion de l'aéroport de Barcelone.

Une extension controversée⁶ qui a surpris par la discrétion avec laquelle elle a été actée lors d'une réunion préalable à la Commission bilatérale entre le gouvernement central et le

⁶ Ce projet d'extension du 2^{ème} aéroport du pays (52,7 millions de passagers en 2019) prévoit notamment la construction d'un nouveau

terminal et l'agrandissement d'une des trois pistes afin de renforcer les connexions avec les continents américain et asiatique.

gouvernement régional catalan. Un investissement de 1,7Md€ du gouvernement central a été décidé pour réaliser cette extension. **L'accord a été salué par les acteurs économiques**, notamment la Chambre de commerce de Barcelone et l'organisation patronale *Foment del Treball*. Les syndicats sont ambigus : ils accueillent favorablement les **85 000 emplois directs avec l'augmentation des programmes de vols des compagnies aériennes, conséquence de l'extension de l'aéroport. C'est dans ce domaine que le projet cristallise les oppositions avec un front uni contre le projet de la part des associations écologistes⁷, des municipalités voisines et de la sphère politique.**

Les écologistes sont convaincus que le projet n'aboutira pas : La zone bénéficie de la plus haute protection environnementale européenne (réseau Natura 2000), de sorte que l'avis de **Bruxelles sera décisif sur le projet. La Commission européenne a d'ores et déjà prévenu que l'impact environnemental devait être vérifié.** Actuellement, deux procédures d'infraction sont ouvertes contre l'Espagne pour non-respect des conditions de protection de la zone⁸.

Dans ce contexte agité et nourri par les tensions politiques entre le gouvernement et les représentants politiques catalans, une manifestation de protestation est prévue le 19 septembre à Barcelone. C'est la première fois qu'un projet de développement d'infrastructures génère une telle opposition en Espagne, au motif de la protection de l'environnement.

⁷ Selon *Ecologistas en Acción*, « l'aéroport émet plus de gaz à effet de serre que toute la ville de Barcelone ». Si l'expansion pour devenir un "hub international" est achevée, ces émissions devraient encore augmenter, car le plan directeur actuel prévoit une augmentation de 33 % du nombre de passagers, qui passerait à 70 millions par an.

⁸ L'aéroport de Barcelone est situé dans une zone à haute valeur écologique, la "troisième zone humide la plus importante" de Catalogne : le delta du Llobregat. A quelques mètres de la limite de l'aéroport se trouve la lagune de *La Ricarda*, l'une des rares zones humides restantes au sud de Barcelone : Cet espace naturel est le refuge de 43 espèces

AVLO (le TGV à bas-prix de la Renfe entre Madrid et Barcelone) a permis d'augmenter de 40% le trafic de la Renfe sur ce corridor, au cours de son 1^{er} mois d'exploitation.

Renfe a transporté 460 540 personnes du 23 juin au 22 juillet sur ce corridor, soit 133 000 clients supplémentaires qui ont choisi l'AVLO, principalement des familles attirés par les billets à 5€ pour les enfants. Renfe affirme que le taux d'occupation est proche de 100 % pour les 4 services aller/retour quotidiens. **Le groupe public a été le 2^{ème} opérateur à lancer un service à bas-prix, entre les deux principales villes d'Espagne, dans le cadre de la libéralisation ferroviaire du transport de passagers. Le premier a été Ouigo, le 7 mai, qui commercialise 5 services quotidiens dans chaque sens avec des tarifs à partir de 9 € et un objectif d'occupation moyenne de 80 %.** Ouigo a transporté environ 130 000 personnes au cours de son 1^{er} mois d'activité. **Sur ce corridor, un 3^{ème} opérateur (ILSA) est attendu en 2022.**

* Tourisme

Le gouvernement espagnol est "optimiste mais prudent" quant à l'impact de la 5^{ème} vague sur le secteur du tourisme⁹. La ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, Mme Reyes Maroto, a défendu que "l'Espagne est un pays sûr" et a demandé de ne pas générer "d'alarme", bien qu'elle ait reconnu la nécessité d'infléchir la courbe de cette 5^{ème} vague. Il est à noter qu'en Espagne, la contestation contre le vaccin est

d'oiseaux protégées. Le drainage de la zone humide sert de protection contre les inondations et les tempêtes et El Prat del Llobregat, la municipalité où se trouve l'aérodrome, peut utiliser l'aquifère pour fournir de l'eau potable à la ville.

⁹ La 5^{ème} vague, que l'Espagne subit cet été, n'est pas la même que les précédentes. Grâce à l'augmentation de la vaccination, certains des principaux indicateurs se sont améliorés, comme le nombre de décès et d'hospitalisations.

minime: 26 millions de personnes sont entièrement vaccinées, soit 55 % de la population cible.

Le niveau du tourisme (tourisme étranger et national), se situe toujours à 62% en dessous des niveaux d'avant COVID.

Malgré le reprise rapide du tourisme depuis 2020, où le niveau était proche de zéro, l'activité touristique se situe bien en **deçà des chiffres antérieurs à la pandémie**. Malgré la nette amélioration des indicateurs touristiques ces derniers mois par rapport à 2020, les résultats restent en deçà de ceux d'avant pandémie. **En effet, le nombre de nuitées en juin sont inférieures à celui de n'importe quel mois de 2019, y compris pendant la basse saison**. La chute parmi les principaux pays émetteurs est très hétérogène: **-55,4% pour la France, -69,3% pour l'Allemagne, -72,2% en Italie ou -96,6% au Royaume-Uni**. En raison de la baisse de la demande, le secteur essaie de compenser par une hausse des prix : les tarifs hôteliers ont augmenté de 8,5% en juin par rapport à l'année dernière. **Si la demande s'est effondrée, l'offre également, avec 23% d'établissements ouverts en moins par rapport à 2019.**

Cet été, 83% des vacanciers espagnols resteront en Espagne. Ceux qui ont décidé de traverser la frontière se rendront dans les pays voisins : Portugal 3,82%, France 3,14% et Italie 2,54%.

L'incertitude et la crainte d'une nouvelle vague Covid-19 freinent tous les voyages, qu'ils soient nationaux ou internationaux. Cela conduit à **des**

réservations à très court terme. Après une année de restrictions dues à la covid, **les vacanciers espagnols ont en outre augmenté leur budget vacances par rapport à l'année dernière: la dépense moyenne par réservation d'hôtel a presque doublé par rapport à 2020**, atteignant 590 €, contre 310 €. Par régions espagnoles, les destinations les plus populaires sont l'Andalousie, la Communauté valencienne et la Catalogne.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication :

Rédacteurs :

Pour s'abonner :

Crédits photo :

Álvaro Espino, Yasser Abdoulhousen , Sandra De Gregorio

espagne@dgtresor.gouv.fr

©Statista 2021, ©CincoDías, ©Circulodeempresarios